

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2025-GC-15	Divers <i>Verschiedenes</i>	Discours inaugural de la présidente du Grand Conseil <i>Eröffnungsansprache der Präsidentin des Grossen Rates</i>				
4.	2023-GC-234	Motion <i>Motion</i>	Congé parental – initiative cantonale pour créer les bases légales nécessaires <i>Standesinitiative – Elternurlaub – Schaffung der notwendigen Gesetzesgrundlagen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Liliane Galley Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Alexandre Berset Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
5.	2023-GC-123	Motion populaire <i>Volksmotion</i>	Pour un congé parental maintenant ! <i>Für einen Elternschaftsurlaub, jetzt!</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Dario Goettkindt Maxime Lepore Alexandre Korkia Leonardo Gomez Mariaca Philippe Haenni Auteurs / <i>Urheber</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2023-GC-161	Motion <i>Motion</i>	Soutien à l'accès aux soins bucco-dentaires pour les plus démunis-e-s <i>Zugang zu Zahnbehandlungen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Chantal Pythoud-Gaillard Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Grégoire Kubski Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
7.	2023-GC-320	Mandat <i>Auftrag</i>	Prestation complémentaire pour les résidents d'une maison de retraite / adaptation des dépenses personnelles au coût de la vie <i>Ergänzungsleistung für Heimbewohnerinnen / Anpassung der persönlichen Auslagen an die Lebenskosten</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Eliane Aebischer Achim Schneuwly Andreas Freiburghaus Antoinette de Weck Bruno Riedo Marc Fahrni François Ingold Jean-Daniel Schumacher Sophie Tritten Markus Stöckli <i>Auteurs / Urheber</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		



Réponse commune du Conseil d'Etat à deux instruments parlementaires

Motion 2023-GC-234

Initiative cantonale – Congé parental – créer les bases légales nécessaires

Auteur-e-s :	Galley Liliane / Berset Alexandre
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	11.10.2023
Développement :	11.10.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	11.10.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	01.07.2024

Motion populaire 2023-GC-123

Pour un congé parental maintenant !

Auteur-e-s :	Gomez Mariaca Leonardo / Haenni Philippe / Goettkindt Dario / Lepore Maxime / Korkia Alexandre
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	15.05.2023
Développement :	15.05.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	29.06.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	01.07.2024

I. Résumé de la motion 2023-GC-234

Par motion déposée et développée le 11 octobre 2023, le Grand Conseil est invité à faire usage du droit d'initiative du canton en matière fédérale, conformément à l'article 160 al. 1 de la Constitution fédérale, pour appeler les Chambres fédérales à introduire un congé parental fédéral ou, à défaut, à produire les bases légales permettant aux cantons la mise en œuvre de congé parentaux. La motion contient ainsi deux volets distincts, le second (adaptation des bases légales fédérales permettant d'introduire un congé parental cantonal) étant subsidiaire au premier (mise en place d'un congé parental fédéral).

Les auteurs incitent le Conseil d'Etat à soutenir cette initiative en rappelant que sur le plan fédéral, un congé parental de 38 semaines est préconisé par la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF) depuis 2010, ceci pour le bien-être de l'enfant, la santé de la famille, mais aussi à des fins de conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle. Il est rappelé que la Suisse est en retard en la matière et que d'autres pays européens sont mieux lotis, indépendamment de leur niveau économique.

De premières votations cantonales sur le congé parental ont eu lieu en 2023, à Genève et à Berne et le succès de la proposition genevoise pourrait amener d'autres cantons à tenter leur chance. Néanmoins, il semblerait qu'une lacune dans le cadre fédéral rende la mise en œuvre de tels congés parentaux cantonaux difficiles. De plus, les gouvernements cantonaux pourraient refuser ces projets argumentant qu'il faut une solution nationale plutôt que 26 modèles différents.

II. Résumé de la motion populaire 2023-GC-123

Par motion populaire déposée et développée le 15 mai 2023, ses auteurs, Jeunes Vert'libéraux fribourgeois, demandent la modification de l'article 33 et la suppression de l'article 148 de la Constitution du canton de Fribourg (Cst.) qui portait sur des dispositions transitoires à l'application de l'article 33. Ces changements indiquent que le congé maternité est remplacé par un congé parental en complément de la législation fédérale sur les congés maternité et paternité.

Derrière ces changements et en s'adaptant à la légistique de la Constitution fribourgeoise, c'est le modèle cantonal genevois de congé parental adopté en 2023 qui est repris. Ce congé parental fribourgeois porterait ainsi sur une durée de 24 semaines, d'un minimum de 16 semaines en cas de maternité et de 8 pour l'autre parent. 2 semaines pourraient être transférées de manière flexible entre parents avec l'accord de l'autre parent, préservant ainsi le droit fédéral acquis pour les mères d'un congé maternité de minimum 14 semaines. Le congé parental s'appliquerait à tous les types de familles, y compris les parents de même sexe et/ou adoptifs. Les 8 semaines additionnelles envisagées dans le cadre de ce modèle seraient prises en charge par l'introduction d'une assurance perte de gain financée à part égale par les employeur-e-s et les employé-e-s.

A noter que les entreprises n'auraient pas l'obligation d'octroyer ces congés supplémentaires dans la mesure où seul le droit fédéral pourrait le prescrire. Les auteur-e-s estiment néanmoins qu'il y a de grandes chances que les entreprises proposent ces congés, dans la mesure où elles devraient dans tous les cas participer au financement.

III. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a toujours été sensible aux questions de politique familiale et veille constamment à adapter dans le cadre de ses prérogatives les mesures en faveur des familles en fonction des transformations qui les concernent.

L'ensemble des mesures fédérales et cantonales (notamment les congés fédéraux de maternité et de l'autre parent ou l'allocation cantonale de maternité) a renforcé les possibilités d'un partage égalitaire des tâches et des responsabilités entre les parents. Néanmoins et selon les données scientifiques, des progrès sont encore possibles. A titre d'exemple, à l'arrivée d'un premier enfant dans la famille, « une mère active sur neuf quitte le marché du travail et la part de travail à temps partiel double »¹. Du côté des pères en revanche, cet événement n'impacte pas leur carrière de la même façon, puisque leur taux d'occupation est proche de 100% depuis de nombreuses années². En outre, cette tendance ne semble pas se limiter à l'arrivée du premier enfant. Selon l'Enquête suisse sur la population active menée en 2023 par l'Office fédéral de la statistique (OFS) : « S'il y a des enfants dans le ménage, la femme réduit souvent son taux d'occupation, ou renonce

¹ OFS. 2022. *Plus de quatre mères sur cinq participent au marché du travail.*

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.23329581.html>

² Idem.

(temporairement) à exercer toute activité professionnelle. Le modèle le plus fréquent dans les ménages familiaux est celui où le père travaille à plein temps et la mère à temps partiel. »³.

Ce phénomène, mis en lumière par les statistiques de l'OFS, ne représente pas un choix de trajectoire individuel, mais découle de conditions cadres avec lesquelles les futures familles doivent composer.

Cela n'est pas sans conséquence. En raison du coup de frein important que subissent les carrières professionnelles des mères, celles-ci ne bénéficient parfois pas d'une rente décente à l'heure de la retraite et le potentiel de cette force de travail reste sous-exploité. Par ailleurs, les pères n'ont que peu souvent la possibilité de s'impliquer dans les activités de *care* et de nouer des liens forts avec l'enfant durant ses premières semaines de vie.

Selon la COFF, un congé parental de longue durée ne permettrait pas uniquement de gommer ces inégalités, mais aussi notamment d'améliorer la santé de la mère et de l'enfant ainsi que de renforcer la relation de ce dernier avec le père.⁴.

La motion et la motion populaire proposent des solutions possibles selon des approches différentes pour concrétiser ce changement sociétal visant à introduire un congé parental. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat propose une réponse commune aux deux instruments parlementaires. En résumé, la motion propose principalement de soutenir une solution de congé parental fédéral. La motion populaire, ainsi que le volet subsidiaire de la motion, s'orientent vers un congé parental cantonal, qui pourrait correspondre au modèle envisagé à Genève pour donner suite à l'initiative populaire cantonale 184 « Pour un congé parental maintenant ! », acceptée par sa population le 18 juin 2023.

Malgré l'acceptation de cette initiative, le canton de Genève butte à l'heure actuelle sur des problèmes juridiques importants pour mettre en œuvre son projet de congé parental cantonal. En effet, le droit fédéral ne laisse pas, à ce jour, de marge de manœuvre aux cantons pour instituer à leur niveau une période de congé pour les salarié-e-s du secteur privé ni pour créer une allocation perte de gain pour un tel congé parental. De ce fait, le canton de Genève a déposé le 2 février 2024 l'initiative [24.301 Pour que les cantons soient libres d'instituer un congé parental](#). Elle est en cours de traitement auprès des Chambres.

A relever que le Conseil fédéral avait mis en consultation jusqu'au 12 avril 2024 un [projet de modification de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain](#). Ce projet prévoit notamment que les cantons peuvent octroyer des allocations plus généreuses à l'autre parent, comme ils le font déjà pour l'allocation de maternité et l'allocation d'adoption. Si cette modification est acceptée par les Chambres, les cantons pourront disposer de la compétence d'instaurer une assurance de parentalité pour l'autre parent, sans risque de violer le droit fédéral.

³ OFS. 2023. *Modèles d'activité professionnelle des couples*.

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/egalite-femmes-hommes/conciliation-emploi-famille/modeles-activites-professionnelles-couples.html>

⁴ COFF. 2022. *Congé parental : qu'attend la Suisse ?*

https://ekff.admin.ch/fileadmin/user_upload/ekff/05dokumentation/Positionspapierre/EKFF_Positionspapier_Elternzeit_FR.pdf

Au-delà de ces obstacles juridiques, et comme relevé dans la motion, il semblerait plus judicieux de rechercher une solution uniformisée à l'échelle nationale plutôt que d'envisager la mise en place de modèles cantonaux différents. En effet, une telle mise en place au niveau cantonal nécessiterait de créer un tout nouveau système cantonal, parallèle au système des allocations pour perte de gain fédérales déjà existantes. Le canton de Fribourg, contrairement à celui de Genève, ne verse actuellement aucun supplément cantonal systématique. Il ne dispose ainsi d'aucune base organisationnelle et technique sur laquelle s'appuyer et devrait construire un système en partant de zéro. Non seulement la mise en place de ce dernier, mais également son fonctionnement, représenteraient des frais élevés.

Le fait de mettre en œuvre ce congé à l'échelle fédérale en s'appuyant sur ce qui existe déjà pour le congé maternité et de l'autre parent permettrait d'en rationaliser l'exécution et de mieux respecter le principe d'économicité, tout en garantissant une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Les coûts générés par l'introduction d'une telle mesure devraient revenir à la Confédération et non aux cantons.

Le Conseil d'Etat relève à ce titre que des initiatives pour l'instauration d'un congé parental sur le plan national ont d'ores et déjà été déposées par les cantons du [Valais](#) et du [Jura](#). Les Chambres fédérales sont donc désormais saisies de cette question.

IV. Conclusion

Pour les raisons évoquées, le Conseil d'Etat se montre globalement plus favorable à la recherche et la mise en œuvre d'une solution fédérale que cantonale. Il entend suivre les discussions qui seront menées sur le sujet aux Chambres fédérales.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion 2023-GC-234 *Initiative cantonale - Congé parental – créer les bases légales nécessaires*.

Le Conseil d'Etat invite en outre le Grand Conseil à rejeter la motion populaire 2023-GC-123 *Pour un congé parental maintenant !*



Antwort des Staatsrats auf zwei parlamentarische Vorstösse

Motion 2023-GC-234

Standesinitiative – Elternurlaub – Schaffung der notwendigen Gesetzesgrundlagen

Urheber-in:	Galley Liliane / Berset Alexandre
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	11.10.2023
Begründung:	11.10.2023
Überweisung an den Staatsrat:	11.10.2023
Antwort des Staatsrats:	01.07.2024

Volksmotion 2023-GC-123

Für einen Elternschaftsurlaub, jetzt!

Urheberinnen:	Gomez Mariaca Leonardo / Haenni Philippe / Goettkindt Dario / Lepore Maxime / Korkia Alexandre
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	15.05.2023
Begründung:	15.05.2023
Überweisung an den Staatsrat:	29.06.2023
Antwort des Staatsrats:	01.07.2024

I. Zusammenfassung der Motion 2023-GC-234

In einer am 11. Oktober 2023 eingereichten und begründeten Motion wird der Grosse Rat aufgefordert, vom Initiativrecht des Kantons in Bundesangelegenheiten gemäss Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung Gebrauch zu machen und die eidgenössischen Räte zur Einführung eines Elternurlaubs auf Bundesebene aufzurufen, oder, falls dies nicht möglich ist, die gesetzlichen Grundlagen zu schaffen, die den Kantonen die Umsetzung kantonaler Elternurlaube ermöglichen. Die Motion enthält somit zwei verschiedene Teile, wobei der zweite Teil (Anpassung der eidgenössischen Gesetzesgrundlagen zur Einführung eines Elternurlaubs auf Kantonsebene) subsidiär zum ersten Teil (Einführung eines Elternurlaubs auf Bundesebene) ist.

Die Verfasserin und der Verfasser fordern den Staatsrat zur Unterstützung der Initiative auf. Sie erinnern daran, dass die Eidgenössische Kommission für Familienfragen (EKFF) seit 2010 einen schweizweiten Elternurlaub von 38 Wochen empfiehlt, zum Wohle des Kindes, der Gesundheit der Familie, aber auch zur Vereinbarkeit von Privat- und Berufsleben. Es wird daran erinnert, dass die Schweiz in diesem Bereich anderen europäischen Ländern hinterherhinkt, unabhängig von deren Wirtschaftsniveau.

Erste kantonale Abstimmungen zum Elternurlaub fanden 2023 in Genf und Bern statt, und der Erfolg des Genfer Vorschlags könnte andere Kantone dazu anregen, ihr Glück zu versuchen. Dennoch scheint es, als ob eine Lücke in den eidgenössischen Rahmenbedingungen die Umsetzung solcher kantonalen Elternurlaube erschwere. Ausserdem könnten die Kantonsregierungen diese Projekte mit dem Argument ablehnen, dass es statt 26 verschiedener Modelle eine nationale Lösung geben müsse.

II. Zusammenfassung der Volksmotion 2023-GC-123

In ihrer am 15. Mai 2023 eingereichten und begründeten Volksmotion verlangen die Verfasser – die Jungen Grünliberalen Freiburg – die Änderung von Artikel 33 und die Streichung von Artikel 148 der Verfassung des Kantons Freiburg (KV), der sich auf die Übergangsbestimmungen zur Anwendung von Artikel 33 bezieht. In Ergänzung der eidgenössischen Gesetzgebung über Mutterschafts- und Vaterschaftsurlaub ersetzen die Änderungen den Mutterschaftsurlaub durch einen Elternurlaub.

Hinter diesen Änderungen und durch Anpassung an die Legistik der Freiburger Verfassung wird das 2023 verabschiedete Modell des Elternurlaubs des Kantons Genf übernommen. Der Freiburger Elternurlaub würde somit 24 Wochen betragen, mit mindestens 16 Wochen nach der Niederkunft für die Mutter sowie acht Wochen für den anderen Elternteil. Zwei Wochen könnten mit Zustimmung des anderen Elternteils flexibel zwischen den Eltern übertragen werden, wodurch das auf Bundesebene erworbene Recht der Mütter auf einen Mutterschaftsurlaub von mindestens 14 Wochen gewahrt wird. Der Elternurlaub würde für alle Arten von Familien gelten, auch für gleichgeschlechtliche Eltern und/oder Adoptiveltern. Die im Modell vorgesehenen, zusätzlichen acht Wochen würden durch die Einführung einer Erwerbsausfallversicherung finanziert, zu gleichen Teilen von Arbeitgebenden und Arbeitnehmenden.

Die Unternehmen wären nicht verpflichtet, diesen Zusatzurlaub zu gewähren; einzig das Bundesrecht könnte einen solchen Urlaub auferlegen. Dennoch halten es die Motionärinnen und Motionäre für sehr wahrscheinlich, dass die Unternehmen diesen Urlaub anbieten, da sie sich in jedem Fall an der Finanzierung beteiligen müssten.

III. Antwort des Staatsrats

Die Familienpolitik war dem Staatsrat schon immer ein zentrales Anliegen; so achtet er denn auch stets darauf, die Massnahmen zugunsten der Familien im Rahmen seiner Vorrechte den sie betreffenden Veränderungen anzupassen.

Sämtliche eidgenössischen und kantonalen Massnahmen (insbesondere der eidgenössische Mutterschaftsurlaub und der Urlaub des anderen Elternteils oder die kantonale Mutterschaftsent-schädigung) haben die Möglichkeiten für eine gleichberechtigte Aufteilung der Aufgaben und Verantwortlichkeiten zwischen den Eltern verbessert. Weitere Fortschritte sind jedoch möglich, wie auch die wissenschaftlichen Erkenntnisse belegen. Nach der ersten Mutterschaft beispielsweise «verlässt jede neunte beruflich aktive Frau den Arbeitsmarkt und der Anteil der teilzeitbeschäftigten Mütter verdoppelt sich.»¹ Bei Vätern hingegen wirkt sich dieses Ereignis nicht in gleicher Weise auf

¹ BFS. 2022. *Mehr als vier von fünf Müttern beteiligen sich am Arbeitsmarkt.*
<https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/kataloge-datenbanken.assetdetail.23329580.html>

die Berufslaufbahn aus, da ihre Beschäftigungsquote seit vielen Jahren bei nahezu 100 % liegt.² Ausserdem scheint sich dieser Trend nicht auf die Ankunft des ersten Kindes zu beschränken. Laut der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung des Bundesamts für Statistik (BFS) aus dem Jahr 2023: «Oft reduziert die Frau ihr Erwerbsspensum oder verzichtet (vorübergehend) ganz auf eine Erwerbstätigkeit, wenn Kinder im Haushalt leben. Am häufigsten wird in Familienhaushalten ein Modell mit vollzeiterwerbstätigem Vater und teilzeiterwerbstätiger Mutter gelebt.»³

Dieses Phänomen, das durch die BFS-Statistiken klar hervortritt, ist keine individuelle Laufbahnentscheidung, sondern ergibt sich aus den Rahmenbedingungen, mit denen sich die künftigen Familien auseinandersetzen müssen.

Dies bleibt nicht ohne Folgen. Da die beruflichen Laufbahnen von Müttern stark gebremst werden, erhalten sie im Ruhestand manchmal keine angemessene Rente und ihr Arbeitskräftepotenzial bleibt ungenutzt. Darüber hinaus haben Väter nur selten die Möglichkeit, sich an der *Care-Arbeit* zu beteiligen und während den ersten Lebenswochen des Kindes eine starke Bindung zu ihm aufzubauen.

Nach Ansicht der EKFF würde eine lange Elternzeit nicht nur diese Ungleichheiten beseitigen, sondern insbesondere auch die Gesundheit der Mütter und der Kinder fördern sowie die Vater-Kind-Beziehung stärken.⁴

Zur Konkretisierung dieses gesellschaftlichen Wandels, der auf die Einführung eines Elternurlaubs abzielt, bringen die Motion und die Volksmotion mögliche Lösungen mit unterschiedlichen Ansätzen vor. Aus diesem Grund schlägt der Staatsrat eine gemeinsame Antwort auf beide parlamentarischen Vorstösse vor. Zusammenfassend empfiehlt die Motion in erster Linie, eine Lösung für einen schweizweiten Elternurlaub zu unterstützen. Die Volksmotion sowie der subsidiäre Teil der Motion zielen auf einen kantonalen Elternurlaub ab, der dem Genfer Modell entsprechen könnte, das von der kantonalen Volksinitiative 184 «*Pour un congé parental maintenant!*» in Betracht gezogen wird. Die Kantonsbevölkerung hat die Volksinitiative am 18. Juni 2023 angenommen.

Trotz Annahme der Initiative stösst der Kanton Genf bei seinem Vorhaben zur Einführung eines kantonalen Elternurlaubs derzeit auf erhebliche juristische Probleme. Das Bundesrecht lässt den Kantonen bis heute keinen Spielraum, um auf kantonaler Ebene einen Urlaub für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer des Privatsektors einzuführen oder eine Erwerbsausfallentschädigung für einen solchen Elternurlaub zu schaffen. Aus diesem Grund hat der Kanton Genf am 2. Februar 2024 die Initiative [24.301 Kantone sollen einen Elternurlaub einführen dürfen](#) eingereicht. Sie wird derzeit von den Räten behandelt.

Der Bundesrat hatte den [Entwurf zur Änderung des Bundesgesetzes über den Erwerbsersatz \(EOG\)](#) bis zum 12. April 2024 in die Vernehmlassung gegeben. Die Vorlage sieht insbesondere vor, dass die Kantone weitergehende Entschädigungen des anderen Elternteils vorsehen können, wie dies

² Idem.

³ BFS. 2023. *Erwerbsmodelle in Paarhaushalten*. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/wirtschaftliche-soziale-situation-bevoelkerung/gleichstellung-frau-mann/vereinbarkeit-beruf-familie/erwerbsmodelle-paarhaushalten.html>

⁴ EKFF. 2022. *Elternzeit – Worauf wartet die Schweiz?*

https://ekff.admin.ch/fileadmin/user_upload/ekff/05dokumentation/Positionspapiere/EKFF_Positionspapier_Elternzeit_DE.pdf

bereits bei der Mutterschaftsentschädigung und der Adoptionsentschädigung der Fall ist. Wird diese Änderung von den Räten angenommen, hätten die Kantone die Kompetenz, eine Elternschaftsversicherung für den anderen Elternteil einzuführen, ohne Gefahr zu laufen, gegen Bundesrecht zu verstossen.

Nebst den juristischen Hürden scheint es – wie in der Motion festgehalten – zudem sinnvoller, eine schweizweit einheitliche Lösung anzustreben, anstatt unterschiedliche kantonale Modelle einzuführen. Eine kantonale Einführung bräuchte ein völlig neues kantonales System, das parallel zum bereits bestehenden eidgenössischen Erwerbsersatzsystem greifen müsste. Der Kanton Freiburg zahlt im Gegensatz zum Kanton Genf aktuell nicht systematisch einen kantonalen Zuschlag. Somit verfügt er über keinerlei organisatorische und technische Grundlage, auf die er sich stützen könnte, und müsste das System von Grund auf neu aufbauen. Nicht nur die Einrichtung, sondern auch der Betrieb des neuen Systems würden hohe Kosten verursachen.

Die Umsetzung eines Elternurlaubs auf Bundesebene, basierend auf dem bestehenden Mutterschaftsurlaub und dem Urlaub des anderen Elternteils, wäre rationeller in der Durchführung und getreuer dem Grundsatz der Wirtschaftlichkeit, und gleichzeitig wäre so die Gleichbehandlung im ganzen Land gewährleistet. Die Kosten, die durch die Einführung einer solchen Massnahme entstehen, sollten dem Bund und nicht den Kantonen zufallen.

Der Staatsrat weist in diesem Zusammenhang darauf hin, dass die Kantone [Wallis](#) und [Jura](#) bereits Standesinitiativen für die Einführung eines Elternurlaubs auf nationaler Ebene eingereicht haben. Die eidgenössischen Räte befassen sich also bereits mit dieser Frage.

IV. Schlussfolgerung

Aus den genannten Gründen zieht der Staatsrat generell die Bundeslösung einer kantonalen Lösung vor. Er will die diesbezüglichen Diskussionen in den eidgenössischen Räten verfolgen.

Abschliessend fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, die Motion 2023-GC-234 *Standesinitiative - Elternurlaub – Schaffung der notwendigen Gesetzesgrundlagen* abzulehnen.

Weiter lädt der Staatsrat den Grossen Rat dazu ein, die Volksmotion 2023-GC-123 *Für einen Elternschaftsurlaub, jetzt!* abzulehnen.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-GC-123

Motion populaire

« Pour un congé parental maintenant ! »

Proposition de la Commission des grâces, des pétitions et des motions populaires (CGPMP)

Présidence : Bernard Bapst

Vice-présidence : Carole Baschung

Membres : Laurent Baeriswyl, Alexandre Berset, Gaétan Emonet, Pauline Robatel, André Kaltenrieder

Proposition de la commission

Par 4 voix contre 2 (un membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil de refuser cette motion populaire.

Le 18 décembre 2024

Anhang

GROSSER RAT

2023-GC-123

Volksmotion

«Für einen Elternschaftsurlaub, jetzt!»

Antrag der Begnadigungs-, Petitions- und Volksmotionskommission (BPVMK)

Präsidium: Bernard Bapst

Vize-Präsidium: Carole Baschung

Mitglieder: Laurent Baeriswyl, Alexandre Berset, Gaétan Emonet, Pauline Robatel, André Kaltenrieder

Antrag der Kommission

Mit 4 zu 2 Stimmen (ein Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diese Volksmotion abzulehnen.

Den 18. Dezember 2024



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-161

Accès soins dentaires

Auteur-e-s :	Kubski Grégoire, Pythoud-Gaillard Chantal
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	12.06.2023
Développement :	12.06.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	12.06.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	10.12.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 12 juin 2023, les député-e-s Grégoire Kubski et Chantal Pythoud-Gaillard rappellent que les soins dentaires sont majoritairement à la charge des ménages, ce qui amène de nombreuses familles à renoncer à ces soins pour des raisons financières, en particulier en période d'inflation et de pression sur le pouvoir d'achat. Ils relèvent que, malgré les mesures de prévention auprès des enfants à Fribourg, les adultes et personnes âgées sont peu sensibilisés à ces soins. Le non-traitement des affections dentaires peut engendrer des complications graves et augmenter les coûts pour la société. La présente motion demande que l'Etat rembourse les soins dentaires pour les personnes recevant des subsides d'assurance-maladie, jusqu'à un plafond de 500 francs par an, pour améliorer l'accès aux soins.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat partage les préoccupations des motionnaires concernant l'importance des soins bucco-dentaires. En effet, les problèmes de santé bucco-dentaires non traités comportent un risque important pour l'appareil masticatoire, mais également pour l'ensemble de l'organisme.

Diverses interventions parlementaires au niveau national et cantonal se sont intéressées à cette thématique ces dernières années :

- > En Valais, pour les soins dentaires, les député-e-s du Grand Conseil ont accepté d'offrir une aide financière maximale de 500 francs par an et par ménage, limitée à environ 2500 ménages économiquement modestes. Entrant en vigueur en janvier 2025, ce soutien comporte des coûts estimés à 1 800 000 francs, dont 1 000 000 francs à la charge du canton.
- > Dans le canton de Genève, une initiative cantonale « Pour des soins dentaires accessibles à toute la population » a été rejetée par le Grand Conseil le 2 mai 2024. Celle-ci demandait un chèque annuel de 300 francs octroyé aux bénéficiaires de subsides d'assurance-maladie qui ne touchent aucune autre aide, soit 26 % de la population genevoise.

> Enfin, sur le plan fédéral, une motion demandant la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins (AOS) dentaires préventifs ou découlant d'une maladie a été refusée par une large majorité du Conseil national en date du 15 avril 2024.

Selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), l'AOS prend en charge les coûts des soins dentaires uniquement s'ils sont occasionnés par une maladie grave, un accident ou ses séquelles. Dans des cas plus rares, la loi fédérale sur l'accident-accidents (LAA) prévoit qu'en cas de limitation physique permanente, les victimes ont droit, sous certaines conditions, à une indemnité pour atteinte à l'intégrité (IpAI). Pour les autres situations, les traitements dentaires peuvent signifier une charge financière importante qui peut mettre une famille ou une personne vulnérable en graves difficultés financières.

Cependant, le Conseil d'Etat souhaite rappeler que le canton de Fribourg a déjà mis en place plusieurs mesures importantes pour renforcer la prévention et la promotion de la santé bucco-dentaire. Ces initiatives incluent diverses actions visant à soutenir les personnes en situation financière précaire, témoignant de l'engagement continu du canton pour l'amélioration de l'accès aux soins dentaires à toute la population :

1. Mesures et soutien en faveur de la santé dentaire dans le canton

1.1. Le ou la médecin-dentiste cantonal-e

Le poste de médecin-dentiste cantonal-e a été créé en 2019. Son rôle est notamment de conseiller la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) en matière de politique de la santé bucco-dentaire.

Intégré-e au Service du médecin cantonal (SMC), il ou elle est chargé-e de la surveillance de la qualité de la prise en charge bucco-dentaire de la patientèle ainsi que du respect des obligations professionnelles des médecins-dentistes. En concertation avec les médecins-dentistes conseils des services sociaux et de la caisse de compensation, il ou elle garantit une unité de doctrine en matière de prestations sociales.

En collaborant avec le Service dentaire scolaire (SDS), le ou la médecin-dentiste cantonal-e exerce notamment la surveillance des médecins-dentistes scolaires et des médecins-dentistes bénéficiant d'une convention avec une commune pour les soins dentaires. Le ou la médecin-dentiste cantonal-e définit le contenu obligatoire de l'enseignement de la prophylaxie, jouant ainsi un rôle essentiel pour la prévention des maladies bucco-dentaires.

1.2. Médecine dentaire scolaire

Le canton de Fribourg dispose d'une loi sur la médecine dentaire scolaire (LMDS, version actuelle en vigueur depuis 2016 [RSF 413.5.1]). Elle a pour objectif de promouvoir l'hygiène bucco-dentaire et de lutter contre la carie, les affections parodontales et les malformations des dents et de l'appareil masticatoire chez les enfants et les jeunes. Elle s'applique aux enfants et aux jeunes domicilié-e-s dans le canton de Fribourg en âge de scolarité obligatoire.

Les mesures de cette loi reposent sur trois piliers : la prévention (prophylaxie), les contrôles et soins dentaires (pédodontie) et l'orthodontie.

La prophylaxie désigne l'enseignement des mesures de prévention des maladies bucco-dentaires. Cet enseignement est dispensé annuellement dans chaque classe au niveau primaire, en 10H, ainsi qu'au niveau secondaire I (phase pilote).

L'Etat organise et prend en charge ces mesures de prophylaxie. Il met aussi en place des campagnes de prévention qui ciblent les enfants en âge préscolaire et les jeunes au-delà de l'âge de la scolarité obligatoire, comme par exemple le lancement de l'application pour smartphone « FunDent » ([FunDent : Une application ludique de prévention bucco-dentaire pour les 4 à 12 ans | Etat de Fribourg](#)). Presque toutes les communes (117 sur 126) bénéficient de l'enseignement de la prophylaxie dispensé par le SDS dans les classes. Les autres communes ont conclu des conventions avec des médecins-dentistes privé-e-s pour cet enseignement dans les classes.

En 2022, les éducatrices en santé bucco-dentaire (1,65 EPT) du SDS ont visité 1536 classes (1560 en 2021) et dispensé leur enseignement auprès de 27 136 élèves (27 108 élèves en 2021). Les classes des cycles d'orientation de la phase pilote ne sont pas incluses dans ces statistiques.

La LMDS impose aux représentants légaux et représentantes légales l'obligation de faire contrôler les dents de leurs enfants au moins une fois par an et de faire exécuter les soins nécessaires. Ils et elles peuvent choisir librement le ou la médecin-dentiste de leur choix, ou recourir au ou à la médecin-dentiste scolaire. Pour garantir l'application de ce principe, les communes assurent les contrôles et les soins obligatoires en créant leur propre service dentaire scolaire ou en concluant une convention avec un-e médecin-dentiste. Elles peuvent également déléguer cette tâche au SDS. Celui-ci garantit la prise en charge de la médecine dentaire scolaire (contrôles et soins dentaires) pour 97 communes sur les 126 que compte le canton. Le SDS compte également parmi ses prestataires la quasi-totalité des écoles privées du canton.

Les factures des prestations de pédodontie du SDS sont adressées aux communes de domicile pour tous les enfants fréquentant un établissement de la scolarité obligatoire. Les communes transmettent ensuite ces factures à la personne ayant l'autorité parentale. Néanmoins, elles sont responsables de subventionner les traitements pour les enfants des familles dans une situation économique modeste (art. 15 LMDS). Cela comprend en général les contrôles et les soins, mais pas l'orthodontie. Certaines communes décident toutefois d'offrir les contrôles à tous les enfants domiciliés sur leur territoire. En outre, certaines assurances peuvent entrer en ligne de compte pour les contrôles et soins liées à des accidents dentaires ou des infirmités congénitales, telles que notamment l'AOS et l'assurance-accidents.

Concernant les enfants issus du domaine de l'asile, ORS et Caritas prennent en charge les coûts liés aux contrôles et aux soins dentaires urgents. Pour les enfants suivis par les services sociaux, ce sont les services sociaux régionaux qui interviennent, à l'exception des traitements orthodontiques.

Les art. 13 et 19 LMDS instaurent un système de contrôle et de surveillance par le SDS : les représentants légaux et représentantes légales qui choisissent le ou la médecin-dentiste pour le contrôle doivent présenter une attestation datant d'un an au maximum. A défaut, les élèves devront se soumettre à l'examen du ou de la médecin-dentiste scolaire.

A la fin de la scolarité obligatoire, pour prolonger les effets de la prophylaxie et de la prévention dentaire, la Société suisse des médecins-dentistes (SSO) Fribourg offre des bons dentaires permettant aux élèves de 11H d'effectuer trois contrôles annuels gratuits.

S'agissant de l'orthodontie, elle englobe toutes les mesures visant à corriger les malpositions des mâchoires et des dents. Dans des cas sévères, les assurances sociales telles que l'assurance-invalidité ou l'AOS peuvent subventionner les traitements. Certaines grandes communes participent également aux coûts des traitements orthodontiques. Pour celles et ceux qui ne reçoivent aucune

aide financière, différentes associations ou fondations telles que Caritas Fribourg ou Fri-Santé recherchent les fonds nécessaires auprès d'organismes caritatifs.

1.3. Soins dentaires pour les résident-e-s des EMS

L'hygiène buccale des résident-e-s des EMS fait partie des soins de base inclus dans le forfait OPAS (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins) sous la responsabilité des EMS. Une liste de médecins-dentistes référent-e-s (éditée par la SSO) est à disposition des EMS pour les résident-e-s qui n'ont pas de médecin-dentiste privé.

Certains EMS disposent d'un ou d'une hygiéniste dentaire sur place. Les médecins-dentistes et les hygiénistes dentaires se déplacent dans plusieurs EMS pour les contrôles et les soins dentaires. Les frais des soins et de l'hygiène dentaire sont pris en charge soit par les prestations complémentaires, soit par les résident-e-s-mêmes. Ces derniers-ères peuvent faire une demande d'aide financière auprès des organisations citées plus haut.

Par ailleurs, pour les personnes qui font face à des difficultés financières, il est important de souligner que de nombreux médecins-dentistes sont disposés à proposer des arrangements de paiement individualisés, permettant ainsi d'échelonner les frais.

2. Aides aux personnes à faible revenu et en situation précaire

2.1. « Santé bucco-dentaire pour tout le monde »

Le projet pilote « Santé bucco-dentaire pour tout le monde » a été lancé le 5 juillet 2022 et est conduit par la SSO Fribourg, la DSAS et Caritas Fribourg. Il comprend deux brochures imprimées et disponible online ([brochure-ss0-les-soins-des-dents-qui-va-les-payer](#), [brochure-ss0-prendre-bien-soin-de-ses-dents](#)), ainsi qu'une campagne d'information en ligne visant à mieux faire connaître les [mesures d'aides](#) et la santé bucco-dentaire auprès des personnes économiquement modestes. En effet, ces personnes renoncent parfois à consulter un-e médecin-dentiste, souvent par méconnaissance des aides financières disponibles.

En plus de cette campagne, la SSO Fribourg et Caritas Fribourg offrent une aide concrète aux personnes ayant un faible revenu. Chez Caritas, elles reçoivent une attestation intitulée « Label Caritas-SSO » qui leur permet de se faire soigner chez les médecins-dentistes SSO du canton à un tarif préférentiel.

2.2. Prestations offertes par « Fri-Santé »

Pour les soins dentaires urgents, l'espace de soins et d'orientation Fri-Santé propose un accès simple et rapide vers un réseau de dentistes répartis dans le canton de Fribourg pour les personnes en situation précaire. Une participation de 70 francs est demandée, avec possibilité d'arrangement. Une consultation d'hygiène bucco-dentaire gratuite est également offerte dans leur permanence infirmière. Fri-Santé ne finance pas les traitements dentaires non urgents, mais peut orienter ou accompagner vers le service adéquat.

III. Conclusion

Grâce à la prévention et aux mesures mises en place en Suisse et dans notre canton, la santé dentaire de la population fribourgeoise s'est considérablement améliorée au cours des dernières décennies. Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat tient à souligner que de multiples offres pour la prévention et

les soins dentaires existent déjà au bénéfice de notre population vulnérable et ceci pour tous les âges.

Par ailleurs, un financement supplémentaire des prestations dentaires représenterait un coût considérable pour le canton, sans compter que la situation financière du canton ne permettrait pas d'engager de tels montants. Plus d'un quart de la population fribourgeoise bénéficie d'une réduction de primes d'assurance-maladie, de sorte qu'un financement des soins dentaires pour ces personnes impliquerait un coût maximal annuel supplémentaire estimé à environ 45.5 millions de francs. Cette charge financière pourrait fragiliser l'équilibre budgétaire du canton et détourner d'autres ressources prioritaires en matière de santé.

La proposition de financer davantage les soins dentaires comporte également un risque d'effet de seuil. En effet, les familles qui se situeraient juste au-dessus de la limite de revenu, seraient défavorisées tout en rencontrant des difficultés financières analogues. Ceci pourrait conduire à une inégalité sociale en matière d'accès aux soins.

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de refuser cette motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-161

Zugang zu Zahnbehandlungen

Urheber/in:	Kubski Grégoire, Pythoud-Gaillard Chantal
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	12.06.2023
Begründung:	12.06.2023
Überweisung an den Staatsrat:	12.06.2023
Antwort des Staatsrats:	10 12 2024

I. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 12. Juni 2023 eingereichten und begründeten Motion weisen der Grossrat Grégoire Kubski und die Grossrätin Chantal Pythoud-Gaillard darauf hin, dass die Kosten für Zahnbehandlungen mehrheitlich von den Haushalten getragen werden. Viele Familien verzichten deshalb aus finanziellen Gründen auf diese Leistungen, insbesondere wenn die Inflation und der Druck auf die Kaufkraft steigen. Trotz Präventionsmassnahmen für Freiburger Kinder sind Erwachsene und ältere Menschen kaum für das Thema sensibilisiert. Unbehandelte Zahnerkrankungen können zu schwerwiegenden Komplikationen führen und die Kosten für die Gesellschaft erhöhen. Die Motion verlangt, dass der Staat für Personen, die Prämienverbilligungen erhalten, Zahnbehandlungen bis zu einem Höchstbetrag von 500 Franken pro Jahr vergütet und so den Zugang zur Gesundheitsversorgung verbessert.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat teilt die Besorgnis der Motionärin und des Motionärs bezüglich der Mund- und Zahnpflege, denn unbehandelte Mund- und Zahnprobleme bergen ein erhebliches Gesundheitsrisiko, das über den Kauapparat hinausgeht.

Verschiedene parlamentarische Vorstösse auf nationaler und kantonaler Ebene haben sich in den letzten Jahren mit dieser Thematik befasst:

- > Im Kanton Wallis stimmte der Grosse Rat einer finanziellen Unterstützung von maximal 500 Franken pro Jahr und Haushalt für Zahnbehandlungen zu; rund 2500 einkommensschwache Haushalte werden ab Januar 2025 von dieser Unterstützung profitieren, deren Kosten auf 1,8 Millionen Franken – 1 000 000 Franken zulasten des Kantons – geschätzt werden.
- > Im Kanton Genf hat der Grosse Rat am 2. Mai 2024 eine kantonale Initiative über den Zugang zu Zahnbehandlungen abgelehnt. Die Initiative verlangte einen jährlichen Gutschein von 300 Franken für Personen, die Prämienverbilligungen, aber keine andere Unterstützung erhalten. Im Kanton Genf entspricht dies 26 % der Bevölkerung.

> Auf Bundesebene wurde am 15. April 2024 eine Motion zur Übernahme der Kosten für präventive oder krankheitsbedingte Zahnbehandlungen durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung (OKP) vom Nationalrat mit grosser Mehrheit abgelehnt.

Gemäss Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) übernimmt die OKP die Kosten für zahnärztliche Behandlungen, wenn diese durch eine schwere Erkrankung, einen Unfall oder deren Folgen bedingt sind. Das Bundesgesetz über die Unfallversicherung (UVG) sieht zudem vor, dass Opfer im Falle einer dauernden körperlichen Schädigung unter bestimmten Bedingungen Anspruch auf eine Integritätsentschädigung haben. In allen anderen Fällen können Zahnbehandlungen eine erhebliche finanzielle Belastung darstellen, die eine Familie oder eine gefährdete Person in ernste finanzielle Schwierigkeiten bringen kann.

Der Staatsrat möchte jedoch daran erinnern, dass der Kanton Freiburg bereits mehrere wichtige Massnahmen zur Verstärkung der Prävention und zur Förderung der Mund- und Zahngesundheit eingeführt hat, darunter verschiedene Aktionen zur Unterstützung von Personen in prekären Situationen. Diese Massnahmen zeugen vom anhaltenden Engagement des Kantons für einen besseren Zugang zu Zahnbehandlungen für die gesamte Bevölkerung.

1. Massnahmen und Unterstützung für die Zahngesundheit im Kanton

1.1. Die Kantonszahnärztin/der Kantonszahnarzt

Die Stelle der Kantonszahnärztin/des Kantonszahnarztes wurde 2019 geschaffen. Die Kantonszahnärztin/der Kantonszahnarzt berät die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) in mund- und zahngesundheitspolitischen Fragen.

Als Teil des Kantonsarztamtes ist sie oder er für die Aufsicht über die Behandlungsqualität und die Einhaltung der Berufspflichten durch die Zahnärztinnen und Zahnärzte zuständig. In Absprache mit den Vertrauenszahnärztinnen und Vertrauenszahnärzten der Sozialdienste und der Ausgleichskasse garantiert sie oder er ferner eine einheitliche Vorgehensweise in Bezug auf die Sozialleistungen.

In Zusammenarbeit mit dem Schulzahnpflegedienst (SZPD) übt die Kantonszahnärztin/der Kantonszahnarzt insbesondere die Aufsicht über die Schulzahnärztinnen und -ärzte sowie die Zahnärztinnen/-ärzte aus, die mit einer Gemeinde eine Vereinbarung über die Ausübung der Schulzahnpflege abgeschlossen haben. Die Kantonszahnärztin/der Kantonszahnarzt legt den obligatorischen Inhalt des Prophylaxeunterrichts fest und spielt damit eine wesentliche Rolle bei der Verhütung von Mund- und Zahnerkrankungen.

1.2. Schulzahnärztliche Betreuung

Das Gesetz über die Schulzahnmedizin (SZMG, aktuelle Version in Kraft seit 2016 [SGF 413.5.1]) des Kantons Freiburg bezweckt die Förderung der Zahnhygiene sowie die Bekämpfung von Karies, parodontalen Schäden und Missbildungen im Mund- und Zahnbereich bei Kindern und Jugendlichen. Es gilt für alle im Kanton Freiburg wohnhaften Kinder und Jugendlichen im schulpflichtigen Alter.

Die Massnahmen dieses Gesetzes stützen sich auf drei Pfeiler: Prävention (Prophylaxe), zahnmedizinische Kontrollen und Behandlungen (Pädodontie) und Kieferorthopädie.

Unter Prophylaxe ist der Unterricht in den Massnahmen zur Verhütung von Mund- und Zahnerkrankungen zu verstehen. Er findet jährlich in jeder Primarklasse, in der 10H sowie in der Sekundarstufe I (Pilotphase) statt.

Der Staat organisiert und übernimmt die Prophylaxe-Massnahmen. Er führt auch Präventionskampagnen für Kinder im Vorschulalter und Jugendliche nach dem schulpflichtigen Alter durch, so zum Beispiel mit der Smartphone-App «FunDent» ([FunDent: spielerische App für die Mund- und Zahnhygiene der 4- bis 12-Jährigen](#)). Fast alle Gemeinden (117 von 126) nutzen den Prophylaxeunterricht des SZPD in den Klassen. Die übrigen Gemeinden haben zu diesem Zweck Vereinbarungen mit privaten Zahnärztinnen/-ärzten getroffen.

Im Jahr 2022 besuchten die Schulzahnpflegerinnen des SZPD (1,65 VZÄ) 1536 Klassen (2021: 1560) und unterwiesen 27 136 Kinder (2021: 27 108). Die OS-Klassen der Pilotphase sind in dieser Statistik nicht enthalten.

Das SZMG verpflichtet die gesetzlichen Vertreter dazu, ihre Kinder einer jährlichen Zahnkontrolle zu unterziehen und die notwendigen Behandlungen durchführen zu lassen. Dazu können sie sich an die Zahnärztin/den Zahnarzt ihrer Wahl oder an die Schulzahnärztin/den Schulzahnarzt wenden. Um die Anwendung des Gesetzes zu gewährleisten, stellen die Gemeinden die obligatorischen Kontrollen und Behandlungen sicher, indem sie ihren eigenen Schulzahnpflegedienst einrichten oder eine Vereinbarung mit einer Zahnärztin oder einem Zahnarzt abschliessen. Sie können diese Aufgabe auch an den SZPD delegieren, der für die Schulzahnpflege von 97 der 126 Freiburger Gemeinden zuständig ist. Zudem nutzen praktisch alle Privatschulen des Kantons die Leistungen des SZPD.

Die Rechnungen für die Pädodontie-Leistungen des SZPD werden für alle Kinder im schulpflichtigen Alter an die Wohngemeinden geschickt. Die Gemeinden leiten diese an die Person mit der elterlichen Sorge weiter. Sie beteiligen sich an den Behandlungskosten von Kindern, die in bescheidenen Verhältnissen leben (Art. 15 SZMG). Diese Kostenbeteiligung erstreckt sich in der Regel auf Kontrollen und Behandlungen, nicht aber auf kieferorthopädische Leistungen. Einige Gemeinden übernehmen die Kontrollen für alle Kinder mit Wohnsitz in ihrem Einzugsgebiet. Zudem decken bestimmte Versicherungen wie die OKP und Unfallversicherung Kontrollen und Behandlungen im Zusammenhang mit Zahnunfällen oder Geburtsgebrechen.

Für Kinder aus dem Asylbereich übernehmen ORS und Caritas die Kosten für Kontrollen und dringende Zahnbehandlungen; im Rahmen der Sozialhilfe tragen die regionalen Sozialdienste diese Kosten, mit Ausnahme von kieferorthopädischen Behandlungen.

Artikel 13 und 19 SZMG regeln die Aufsicht durch den SZPD: Die gesetzlichen Vertreter, die sich für die Kontrolle an die Zahnärztin oder den Zahnarzt ihrer Wahl wenden, sind gehalten, innert einer gesetzten Frist ein zahnärztliches Attest vorzulegen, das vor höchstens einem Jahr ausgestellt worden ist. Andernfalls müssen sich die Schülerinnen und Schüler von der Schulzahnärztin oder vom Schulzahnarzt untersuchen lassen.

Zur Verlängerung einer guten Zahngesundheit schenkt die Schweizerische Zahnärzte-Gesellschaft (SSO) Fribourg Schülerinnen und Schülern der 11H am Ende der obligatorischen Schulzeit Gutscheine für drei kostenlose Jahreskontrollen.

Die Kieferorthopädie umfasst alle Massnahmen zur Korrektur von Kiefer- und Zahnfehlstellungen. In schweren Fällen können Sozialversicherungen wie die Invalidenversicherung oder die OKP die Behandlungen subventionieren. Einige grössere Gemeinden beteiligen sich ebenfalls an den Kosten für kieferorthopädische Behandlungen. Wer keine finanzielle Unterstützung erhält, kann sich an Vereine oder Stiftungen wie Caritas Freiburg oder Fri-Santé wenden, welche die notwendigen Mittel bei gemeinnützigen Organisationen beantragen.

1.3. Zahnbehandlungen für Bewohnerinnen und Bewohner in Pflegeheimen

Die Mundpflege von Pflegeheimbewohnenden gehört zur Grundpflege gemäss Krankenpflege-Leistungsverordnung (KLV) und fällt somit in die Zuständigkeit der Pflegeheime. Die SSO führt eine Liste mit Referenzzahnärztinnen/-zahnärzten für Pflegeheimbewohnende, die keine private Zahnärztin bzw. keinen privaten Zahnarzt haben.

Einige Pflegeheime haben Dentalhygieniker/innen vor Ort. Zahnärztinnen/-ärzte und Dentalhygieniker/innen besuchen jeweils mehrere Pflegeheime für zahnärztliche Kontrollen und Behandlungen. Die Kosten für die Zahnbehandlung und Dentalhygiene werden entweder mit den Ergänzungsleistungen finanziert oder von den Bewohnenden selbst getragen. Letztere können bei den oben genannten Organisationen eine finanzielle Unterstützung beantragen.

Für Personen in finanziellen Schwierigkeiten ist es zudem wichtig zu betonen, dass viele Zahnärztinnen/-ärzte individuelle Zahlungsvereinbarungen anbieten, sodass die Kosten in Raten beglichen werden können.

2. Hilfen für Personen mit geringem Einkommen und in prekären Verhältnissen

2.1. «Mundgesundheit für alle»

Das Pilotprojekt «Mundgesundheit für alle» wurde am 5. Juli 2022 lanciert und wird von SSO Freiburg, der GSD und Caritas Freiburg geleitet. Es umfasst zwei gedruckte bzw. online verfügbare Broschüren ([Wer bezahlt meine Zahnbehandlung](#), [Den Zähnen Sorge tragen](#)), sowie eine Online-Informationenkampagne zur Bekanntmachung der [Unterstützungsmassnahmen](#) und Förderung der Mundgesundheit bei einkommensschwachen Personen. Aus Unkenntnis über die verfügbaren finanziellen Unterstützungen verzichten diese Personen manchmal auf einen Zahnarztbesuch.

Zusätzlich zu dieser Kampagne bieten die SSO Freiburg und Caritas Freiburg Personen mit geringem Einkommen konkrete Hilfe an. Bei der Caritas erhalten sie das «Label Caritas-SSO», mit dem sie sich bei den SSO-Zahnärztinnen und Zahnärzten des Kantons zu einem Vorzugstarif behandeln lassen können.

2.2. Leistungen von Fri-Santé

Fri-Santé – Raum für Beratung und Behandlung – ermöglicht Personen in prekären Situationen über ein Zahnärzte-Netz im Kanton Freiburg einen einfachen und schnellen Zugang für dringende Zahnbehandlungen. Es wird ein Beitrag von 70 Franken erhoben (Einigung möglich). Ausserdem bietet Fri-Santé in Ihrer Pflegestation eine kostenlose Beratung zur Mund- und Zahnhygiene. Fri-Santé finanziert keine Zahnbehandlungen, ausser in Notfällen; eine Überweisung oder Begleitung zu einer geeigneten Stelle ist möglich.

III. Schlussfolgerung

Dank Prävention und der in der Schweiz und in unserem Kanton eingeführten Massnahmen hat sich die Zahngesundheit der Freiburger Bevölkerung in den letzten Jahrzehnten deutlich verbessert. Wie aus den obigen Ausführungen hervorgeht, stehen bereits vielfältige Angebote für die Prävention und für Zahnbehandlungen zugunsten der gefährdeten Bevölkerung zur Verfügung, und zwar für alle Altersgruppen.

Eine zusätzliche Finanzierung der zahnärztlichen Leistungen wäre mit erheblichen Kosten für den Kanton verbunden; zumal die Finanzlage des Kantons solche Beträge nicht zulässt. Mehr als ein Viertel der Freiburger Bevölkerung erhält Prämienverbilligungen für die Krankenversicherung. Eine Finanzierung der Zahnbehandlung für diese Personen würde dementsprechend zusätzliche Kosten von schätzungsweise maximal 45.5 Millionen Franken pro Jahr verursachen. Diese finanzielle Belastung könnte das Haushaltsgleichgewicht des Kantons schwächen. Ferner könnte von anderen vorrangigen Ressourcen im Gesundheitsbereich abgelenkt werden.

Der Vorschlag, Zahnbehandlungen stärker zu unterstützen, birgt auch die Gefahr von Schwelleneffekten; Familien, die knapp über der Einkommensgrenze liegen würden, wären benachteiligt, obwohl sie mit ähnlichen finanziellen Schwierigkeiten zu kämpfen haben, wie Familien unter der Einkommensschwelle. Dies könnte zu sozialen Ungleichheiten beim Zugang zur Gesundheitsversorgung führen.

Aufgrund der vorangehenden Ausführungen beantragt der Staatsrat, diese Motion abzulehnen.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2023-GC-320

Prestation complémentaire pour les résidents d'une maison de retraite / adaptation des dépenses personnelles au coût de la vie

Auteur-e-s :	Stöckli Markus / Tritten Sophie / Fahrni Marc / Freiburghaus Andreas / Schumacher Jean-Daniel / Schneuwly Achim / Riedo Bruno / Aebischer Eliane / Ingold François / de Weck Antoinette
Nombre de cosignataires :	5
Dépôt :	21.12.2023
Développement :	21.12.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	22.12.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	16.12.2024

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le 22 décembre 2023, les députés demandent la modification de l'article 5 ter de la loi d'application de la loi du 16 novembre 1965 relative aux prestations complémentaires AVS / AI pour entériner le principe de l'indexation ainsi que l'adaptation du montant actuel à l'indice des prix à la consommation, soit 395 francs en lieu et place de 320 francs.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Pour une meilleure compréhension du système, il s'agit, dans un premier temps, d'expliquer le fonctionnement global des prestations complémentaires et de se pencher, dans un deuxième temps, sur la demande des mandataires.

A l'origine, les prestations complémentaires fédérales à l'AVS/AI (PC) sont entrées en vigueur au 1.1.1966 sous la forme d'un régime provisoire, dans l'attente de rentes (AVS/AI) suffisantes pour la couverture des besoins vitaux. Depuis cette date, les PC sont devenues un élément essentiel du premier pilier. Elles jouent un rôle déterminant pour le financement d'un séjour en EMS, dans un home pour personnes âgées ou dans une institution pour personnes handicapées ou inadaptées adultes. Les PC sont allouées aux bénéficiaires de rentes de l'AVS/AI dont les revenus ne suffisent pas à couvrir les besoins vitaux. Elles ne sont pas octroyées d'office, de sorte que les personnes concernées doivent faire valoir elles-mêmes le droit à ces prestations.

Bien que les PC reposent essentiellement sur des dispositions fédérales, en particulier la loi fédérale du 06.10.2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC ; RS 831.30), l'application de ce régime incombe aux cantons qui ont, en règle générale, désigné la Caisse cantonale de compensation en qualité d'organe compétent.

Les PC sont octroyées en fonction des besoins financiers de la personne concernée. Elles répondent donc au principe de finalité et se distinguent au niveau structurel des assurances sociales, dont les prestations sont versées selon le principe de causalité indépendamment des besoins.

Entre les années 2000 et 2018, les dépenses des PC ainsi que le nombre de bénéficiaires a fortement augmenté. Fin 2018, 47,4 % des bénéficiaires de rentes AI et 12,5 % des bénéficiaires de rentes vieillesse de l'AVS touchaient des PC. Concernant le canton de Fribourg, les dépenses des PC ont augmenté d'environ 40 % entre la période 2000 et 2018, passant de 91 millions à 150 millions de francs par an. L'évolution du nombre de bénéficiaires PC a aussi augmenté dans les mêmes proportions, passant de 7104 à 11 802 personnes.

La réforme des PC, entrée en force au 1er janvier 2024, vise trois objectifs : maintenir le niveau des prestations, recourir davantage à la fortune propre et réduire les effets de seuils. Conformément à leur mandat constitutionnel, les PC assurent la couverture des besoins vitaux. Elles doivent bénéficier de façon ciblée aux personnes qui, sans ce soutien, ne pourraient pas assumer leurs dépenses courantes. La réforme doit ainsi faire en sorte que les moyens dont disposent les assuré-e-s soient pris en compte de manière appropriée.

Le montant des PC dépend fortement du type d'habitation. Les bénéficiaires de PC vivant à domicile ont touché 1200 francs par mois en moyenne en 2021. Les personnes séjournant dans un home ont pour leur part touché 3500 francs en moyenne, soit un montant presque trois fois supérieur. En entrant dans un home, une personne voit en général ses dépenses augmenter considérablement. Au prix de l'hébergement, il faut souvent ajouter des frais de soins et d'assistance. Les prestations de soins sont prises en charge en partie par l'assurance-maladie et le canton. En d'autres termes, la perception de PC tient aux coûts élevés pour les pensionnaires de home et au faible niveau du montant des rentes pour les personnes vivant à domicile. Enfin, les résident-e-s EMS au bénéfice de PC reçoivent un montant forfaitaire pour leurs dépenses personnelles. Ce montant varie d'un canton à l'autre.

Pour revenir à la demande des député-e-s, le Conseil d'Etat confirme qu'à ce jour 2681 personnes sont au bénéfice de PC pour des séjours en EMS. Ces personnes obtiennent, pour assumer leurs dépenses personnelles, un montant mensuel de 320 francs par mois. A ce montant s'ajoute la possibilité de faire valoir, dans le cadre de l'ordonnance du 6 septembre 2010 relative au remboursement des frais de maladie et d'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPCF) certains montants relatifs aux traitements dentaires, aux frais médicaux non pris en charge par la LAMal et aux frais payés au titre de la participation aux coûts dans le cadre de l'assurance-maladie (quote-part et franchise), jusqu'à concurrence de 1000.00 francs par année. Les montants maximaux pris en compte dans l'art. 2 OMPCF s'élèvent à 6000 francs par année.

En comparaison intercantonale, le Conseil d'Etat reconnaît que Fribourg se positionne dans la partie basse du classement concernant les montants octroyés pour les dépenses personnelles aux bénéficiaires de PC en EMS. Dans 9 cantons, les montants sont plus bas et dans 16 cantons, ils sont plus élevés. Si l'on tient encore compte de la composante régionale, on peut constater qu'en Suisse romande, seul le canton du Valais applique des montants plus élevés que Fribourg.

Au 1^{er} janvier 2023, les cantons ont fixé les montants suivants :

Cantons	Dépenses personnelles par mois, EMS, personnes avec rente de vieillesse
Zürich	558
Zug	558
Glarus	454
Schwyz	453
Graubünden	453
Solothurn	441
Schaffhausen	419
St.Gallen	418
Basel-Stadt	400
Aargau	386
Nidwalden	368
Bern	367
Basel-Landschaft	360
Luzern	352
Valais	351
Uri	335
Fribourg	320
Genève	300
Obwalden	285
Vaud	275
Appenzell A. Rh.	268
Appenzell I. Rh.	262
Thurgau	252
Neuchâtel	250
Jura	246
Tessin	190

De ce fait, diverses raisons justifieraient le réexamen du montant de 320 francs prévu pour les dépenses personnelles.

Néanmoins, il convient d'indiquer que depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) en 2008, l'Etat assume seul la prise en charge des dépenses PC, après déduction des subventions de la Confédération. Il s'ensuit que, depuis cette même date, le canton prend à sa charge la totalité des coûts liés au remboursement des frais de maladie. Par conséquent, la part de financement assumée par l'Etat s'est accrue dans une mesure importante et va vraisemblablement continuer dans la même direction. La marge de manœuvre au niveau du canton pour contenir l'évolution des PC est donc très restreinte et des mesures devraient en premier lieu émarger de la part de la Confédération.

En termes financiers, la demande des mandataires de relever le montant à 395 francs dès le 01.01.2025 représenterait un coût annuel de 2 412 900 francs à l'entière charge du canton, sans répartition de ce financement avec la Confédération. En effet, pour les raisons évoquées précédemment, le montant destiné aux dépenses personnelles est entièrement à charge du canton et ce, en dépit de ce que prévoit la législation fédérale sur la répartition financière des prestations complémentaires entre la Confédération (5/8) et les cantons (3/8) conformément à l'art. 13 al. 2 LPC.

Cependant, de nouvelles dépenses de cet ordre impliqueraient une pression importante sur d'autres dépenses actuelles de l'Etat, si bien que le Conseil d'Etat se doit de procéder aux arbitrages indispensables à l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Il estime ainsi que le contexte financier ne permet pour l'instant pas d'entrer en matière sur la demande des mandataires.

III. Conclusion

En résumé, le Conseil d'Etat estime que, en raison de la situation financière tendue, il n'est pas adapté pour l'instant de modifier le montant des dépenses personnelles pour les pensionnaires de homes II continuera à se pencher régulièrement sur la question et prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires selon l'évolution du contexte.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2023-GC-320

Ergänzungsleistungen für Pflegeheimbewohnende / Anpassung der persönlichen Auslagen an die Lebenskosten

Urheber/innen:	Stöckli Markus / Tritten Sophie / Fahrni Marc / Freiburghaus Andreas / Schumacher Jean-Daniel / Schneuwly Achim / Riedo Bruno / Aebischer Eliane / Ingold François / de Weck Antoinette
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	5
Einreichung:	21.12.2023
Begründung:	21.12.2023
Überweisung an den Staatsrat:	22.12.2023
Antwort des Staatsrats:	16.12.2024

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit einem am 22. Dezember 2023 eingereichten und begründeten Auftrag fordern die Grossrätinnen und Grossräte die Anpassung von Artikel 5^{ter} der Ausführungsverordnung zum Gesetz vom 16. November 1965 über die Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung. So soll der Grundsatz der Indexierung verankert und der aktuelle Betrag an die Teuerungsrate des Landesindex der Konsumentenpreise angepasst werden, d. h. 395 Franken statt 320 Franken.

II. Antwort des Staatsrats

Zum besseren Verständnis wird nachfolgend zunächst die allgemeine Funktionsweise der Ergänzungsleistungen erläutert und anschliessend auf den Auftrag eingegangen.

Die eidgenössischen Ergänzungsleistungen zur AHV und IV (EL) wurden am 1.1.1966 als Übergangslösung eingeführt, um die Lücke zu einer existenzsichernden Rente zu schliessen. Seither sind die EL ein fester Bestandteil der ersten Säule und spielen eine wesentliche Rolle bei der Finanzierung von Aufenthalten in Pflegeheimen bzw. in Einrichtungen für Erwachsene mit Behinderungen oder für Schwererziehbare. EL werden AHV/IV-Rentenbezügerinnen und -bezüger gewährt, deren Einkommen zur Deckung des Lebensbedarfs nicht ausreicht. Sie werden nicht von Amts wegen gewährt; Betroffene müssen ihren Anspruch selbst geltend machen.

Die EL beruhen im Wesentlichen auf Bundesbestimmungen, insbesondere auf dem Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG; SR 831.30); die Anwendung dieser Bestimmungen obliegt jedoch den Kantonen, in der Regel den kantonalen Ausgleichskassen.

Die Höhe der EL richtet sich nach den finanziellen Verhältnissen der betroffenen Person. Sie folgen dem Prinzip der Finalität und unterscheiden sich strukturell von den Sozialversicherungen, deren Leistungen unabhängig vom Bedarf gemäss dem Kausalitätsprinzip geschuldet sind.

Zwischen den Jahren 2000 und 2018 haben sowohl die Ausgaben für die EL als auch die Zahl der Empfängerinnen und Empfänger stark zugenommen: Ende 2018 bezogen 47,4 % der IV-Rentenbezügerinnen und -bezüger und 12,5 % der Bezügerinnen und Bezüger von AHV-Altersrenten Ergänzungsleistungen. Im Kanton Freiburg sind die Ausgaben für die EL zwischen 2000 und 2018 um rund 40 % gestiegen, von 91 Millionen Franken auf 150 Millionen Franken pro Jahr. Ähnlich sieht es bei der Zahl der EL-Bezügerinnen und -Bezüger aus, die von 7104 Personen auf 11 802 Personen angestiegen ist.

Die am 1. Januar 2024 in Kraft getretene EL-Reform verfolgt drei Ziele: Erhalt des Leistungsniveaus, stärkere Berücksichtigung des Vermögens, Verringerung der Schwelleneffekte. Gemäss Verfassungsauftrag dienen die EL der Deckung des Existenzbedarfs. Sie sollen gezielt Personen zugutekommen, die ohne diese Unterstützung ihre laufenden Ausgaben nicht bestreiten könnten. Die Reform muss deshalb sicherstellen, dass die Mittel, die den Versicherten zur Verfügung stehen, angemessen berücksichtigt werden.

Die Höhe der EL hängt stark von der Wohnsituation ab. Zu Hause lebende EL-Bezügerinnen und -Bezüger erhielten im Jahr 2021 im Durchschnitt 1200 Franken pro Monat; Heimbewohnende erhielten mit durchschnittlich 3500 Franken fast dreimal so viel. Mit dem Heimeintritt steigen die Ausgaben in der Regel stark an. Zum Pensionspreis kommen oft noch der Pflege- und Betreuungspreis hinzu, wobei der Pflegepreis teilweise von der Krankenversicherung und vom Kanton übernommen wird. Der EL-Bezug geht also mit hohen Kosten für Heimbewohnende und niedrigen Renten bei zu Hause lebenden Personen einher. Pflegeheimbewohnerinnen und -bewohner mit EL erhalten schliesslich noch eine Pauschale für persönliche Ausgaben, die von Kanton zu Kanton unterschiedlich hoch ausfällt.

Zurück zum Auftrag der Grossrätinnen und Grossräte: Der Staatsrat bestätigt, dass derzeit 2681 Personen EL für den Aufenthalt im Pflegeheim beziehen. Diesen Personen wird ein monatlicher Betrag von 320 Franken zur Bestreitung ihrer persönlichen Auslagen überlassen. Im Rahmen der Verordnung vom 6. September 2010 über die Vergütung von Krankheits- und Behinderungskosten bei den Ergänzungsleistungen (ELKVF) können zudem bis zu 1000 Franken pro Jahr für bestimmte Zahnbehandlungskosten, vom Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) nicht erstattete medizinische Kosten sowie für die Beteiligung an Kosten für Leistungen der Krankenversicherung (Selbstbehalt und Franchise) erstattet werden. Die in Artikel 2 ELKVF berücksichtigten Höchstbeträge belaufen sich auf 6000 Franken pro Jahr.

Der Staatsrat räumt ein, dass der Kanton Freiburg im interkantonalen Vergleich bei den Beträgen für persönliche Auslagen von Ergänzungsleistungsempfängerinnen und -empfängern in Pflegeheimen im unteren Tabellenbereich liegt: in neun Kantonen sind die Beträge niedriger; 16 Kantone zahlen höhere Beträge. Regional betrachtet liegt in der Westschweiz nur der Kanton Wallis vor dem Kanton Freiburg.

Per 1. Januar 2023 haben die Kantone folgende Beträge festgelegt:

Kantone	Persönliche Auslagen in Franken pro Monat, Pflegeheim, Personen mit Altersrente
Zürich	558
Zug	558
Glarus	454
Schwyz	453
Graubünden	453
Solothurn	441
Schaffhausen	419
St. Gallen	418
Basel-Stadt	400
Aargau	386
Nidwalden	368
Bern	367
Basel-Landschaft	360
Luzern	352
Wallis	351
Uri	335
Freiburg	320
Genf	300
Obwalden	285
Waadt	275
Appenzell A. Rh.	268
Appenzell I. Rh.	262
Thurgau	252
Neuenburg	250
Jura	246
Tessin	190

Eine Überprüfung des Betrags von 320 Franken für persönliche Auslagen wäre deshalb gerechtfertigt.

Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass seit dem Inkrafttreten der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) im Jahr 2008 der Staat die EL-Ausgaben nach Abzug der Bundesbeiträge allein trägt. Er übernimmt somit die gesamten Kosten im Zusammenhang mit der Rückerstattung von Krankheitskosten. Entsprechend sind die Kosten zulasten des Staates gestiegen – ein Trend, der sich aller Voraussicht nach auch in Zukunft fortsetzen wird. Der Handlungsspielraum für einen Ausbau der EL ist auf Kantonsebene also sehr beschränkt, und Massnahmen müssten in erster Linie vom Bund ausgehen.

Aus finanzieller Sicht würde die Forderung der Urheberinnen und Urheber, den Betrag ab dem 1. Januar 2025 auf 395 Franken zu erhöhen, jährliche Kosten von 2 412 900 Franken verursachen – zulasten des Kantons, ohne Bundesbeteiligung. Denn wie bereits erwähnt, trägt der Kanton die Kosten für die persönlichen Auslagen vollumfänglich; eine Finanzierung zu fünf Achteln zulasten des Bundes und zu drei Achteln zulasten der Kantone gemäss Artikel 13 Absatz 2 ELG ist hier nicht anwendbar.

Solche Mehrausgaben würden den Druck auf andere aktuelle Staatsausgaben erheblich erhöhen; der Staatsrat müsste unerlässliche Abwägungen vornehmen, damit ein ausgeglichener Haushalt erreicht wird. Er ist deshalb der Ansicht, dass aufgrund des aktuellen finanziellen Kontextes nicht auf die Forderung der Urheberinnen und Urheber eingegangen werden kann.

III. Schlussfolgerung

Zusammenfassend erachtet der Staatsrat eine Anpassung des Betrags für persönliche Auslagen für Heimbewohnende aufgrund der angespannten Finanzlage als nicht angebracht. Er wird sich jedoch weiterhin regelmässig mit dem Thema befassen und je nach Entwicklung gegebenenfalls die notwendigen Massnahmen ergreifen.